

CIBLE

Doubles

Arrive un moment où l'on ne commet plus que des fautes, écrivait le cardinal de Retz. Le Parti communiste se trouve depuis longtemps dans cette situation détestable. Ainsi pour donner du piment à la médiocre campagne de son candidat, a-t-il décidé que M. Lajoinie se poserait en candidat « anti-Le Pen ».

L'opération, qui s'est récemment traduite par une manifestation de rue, vise à redorer le blason communiste. Mais c'est, du même coup, la réputation de Le Pen qui risque de s'améliorer. L'affaire du « détail » avait symboliquement placé ce dernier du côté des bourreaux. La campagne du P.C., si elle réussissait, permettrait à Le Pen de se présenter en victime du totalitarisme. Cette analyse élémentaire semble avoir échappé à la direction communiste, qui est entrée dans un jeu de doubles en toute bonne conscience « anti-fasciste », mais en devenant objectivement complice de ce qu'elle entend dénoncer. Qu'on ne prête pas la main à cette triste dialectique.

Générosité

La vérité sur l'Afghanistan



Monarchie

**Le Congrès
de la N.A.R.**

(p.2-3)

Présidentielle

**Supplique à
L. Jospin**

(p.12)



Congrès

Pour une solidarité responsable

Secourir les pauvres, héberger les sans-logis, soigner les malades, honorer ses anciens sont des devoirs de solidarité qui découlent de la tradition la plus constante de nos communautés.

C'est pourquoi la crise traversée aujourd'hui par la Sécurité sociale ne doit pas aboutir à son sabotage au nom d'un «sauve-qui-peut libéral», ni à un calfreutage éphémère au nom du mythe de l'«Etat-providence». Il s'agit pour la France de retrouver à la fois les finalités et les moyens d'une vraie solidarité: dégagée des hypothèques politiques, justement répartie, économe, efficace, et cohérente avec les grands objectifs nationaux.

- Expérimenté aux Etats-Unis, le «sauve-qui-peut libéral» a pour conséquence l'injustice (1/3 de la population n'est pas couvert), son coût social élevé (l'Etat est amené à substituer son assistance aux carences du privé), enfin des dérives éthiquement dangereuses (le choix des «risques rentables» exclut toujours les faibles et les plus souffrants). Ce choix, dont l'observation est d'ailleurs instructive, n'a jamais été et ne sera pas le nôtre.

- L'«Etat-providence» est une illusion inverse, que seule

une conjoncture de forte croissance économique a pu rendre possible et supportable. Les basses eaux actuelles en rendent les défauts particulièrement sensibles: étatisme, irresponsabilité individuelle, gaspillage et lourdeurs bureaucratiques, risques d'interférences politiciennes...

Du système de protection actuelle il faut préserver la volonté de justice: jouir d'un logement, de soins, d'une retraite décente, des moyens de fonder et d'entretenir un foyer, ou tout simplement de survivre, n'est pas également à la portée de tous - à moins qu'une part réservée de la richesse nationale ne soit redistribuée à cet effet. La solidarité est le fait de tous pour tous, sans acception d'origine ni de nationalité pourvu que l'on réside régulièrement sur le sol français. Dans le respect de ces principes, des réformes importantes doivent être entreprises sans attendre l'échéancier politique.

Car la Solidarité doit redevenir autonome. L'Etat ne doit être que l'autorité de tutelle (contrôle a posteriori) et d'arbitrage en cas de blocage. Les nombreux organismes de la Solidarité nationale doivent fédérer leurs compétences au niveau de chaque département, de chaque région, et être fi-

nalement représentés dans un Conseil national de la solidarité, seul interlocuteur de la puissance publique. (A cette condition d'autonomie, des «Etats généraux» ne seraient pas un simple simulacre de circonstance).

En revanche, perception et redistribution sont une charge écrasante qui pèse lourd dans les déficits actuels. C'est à l'appareil fiscal qu'il faudrait en confier la perception en tant que prestataire de service de la Solidarité. Outre l'économie de gestion, cette formule aura pour avantage de faire apparaître la vérité des charges supportées par chacun et de le rendre conscient de ses responsabilités (comme cela a été tant réclamé pour la feuille de paye).

Inversement, et par le truchement du même service, la multiplicité des aides et prestations (familiales, de logement, de chômage, etc) et l'incidence du quotient familial et autres paramètres fiscaux devront être unifiées afin de s'assurer de la présence d'un revenu garanti par foyer fiscal que l'on rétrocèdera éventuellement sous forme d'impôt négatif aux intéressés.

L'extension de la cotisation à tous les revenus imposables, la modernisation accélérée des caisses d'Assurances maladies (par la carte à mémoire), la réduction des lits inemployés dans

les hôpitaux, leur transfert au profit d'institutions adaptées au troisième âge, le maintien à domicile avec les aides appropriées, la globalisation des honoraires médicaux à redistribuer (selon le modèle allemand), l'encouragement réel à la natalité, la possibilité d'un choix entre travail familial et travail professionnel pour les membres d'un même foyer, une politique faisant une plus large part à l'éducation et à la prévention, sont quelques unes des autres suggestions que l'on peut faire.

Mais se contenter de réduire les prestations et inviter les citoyens à s'en remettre à des assurances privées, croire que l'épargne retraite capitalisée privément est préférable à celle dont la communauté nationale s'érige en garantie, est une manière de fuir devant les exigences de la solidarité.

Au lieu de cette régression, la N.A.R. souhaite que des administrations autonomes et allégées, sans cesse plus attentives aux besoins et à la dignité des personnes, sachent rejoindre également tous ceux que leur marginalité ignorante ou souffrante a exclus jusqu'ici: un demi million d'êtres, parmi nous, que menace d'étrangler la grande pauvreté.

royaliste

SOMMAIRE: p.2: Pour une solidarité responsable - p.3: Le 7ème Congrès - p.4: Parlons vrai - Désordres intimes - p.5: La guerre des pierres - p.6/7: Imbroglio afghan - p.8: Le Front au quotidien - p.9: Hamon et Rottmann - p.10: Les innocents - Le roi est mort - p.11: Action royaliste - p.12: Editorial

REDACTION - ADMINISTRATION
17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris
(1) 42.97.42.57
Directeur de la pub.: Yvan AUMONT
Comm. Parit. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (60 F), 6 mois (115 F), un an (190 F), de soutien (350 F)*
(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM: Prénom:

Adresse:

Profession: Date de naissance:

ROYALISTE, 17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

23/24 Janvier

Le 7ème Congrès de la N.A.R.

Notre congrès qui vient de se tenir à Paris revêtait, cette année, une importance toute particulière en raison des échéances électorales prochaines. La motion de politique générale, dont on trouvera le texte ci-dessous et qui a été adoptée à la majorité absolue, engage notre mouvement pour l'année à venir. Le Congrès a également adopté les « motions » qui synthétisent nos positions sur les deux sujets proposés cette année à sa réflexion : l'Europe, et la solidarité sociale. Nous publions ci-contre ces textes.

A l'approche de l'élection présidentielle, la Nouvelle Action Royaliste dresse un bilan contrasté de la période septennale qui va se terminer.

La N.A.R. se félicite d'avoir soutenu la candidature de François Mitterrand, puis de l'avoir défendu dans ses choix essentiels. Issu d'une fraction partisane, mais porté par un courant qui la dépassait largement, le président de la République a révélé, dans l'exercice de ses fonctions, son sens de l'Etat et a joué aussi pleinement que possible son rôle, dans la fidélité aux principes de la Constitution et dans la tradition de notre pays notamment en matière de défense et de diplomatie.

La N.A.R. regrette que la Parti socialiste n'ait pas su s'élever au-dessus de ses intérêts immédiats lorsqu'il était le parti dominant. Ses déclarations passionnelles, au congrès de Valence, ses campagnes rétrogrades, sur la laïcité tout particulièrement, son attitude méprisante et sectaire à l'égard des autres composantes de la majorité présidentielle ont gravement nui au projet politique qu'il prétendait servir.

Très critique à l'égard du P.S., la N.A.R. a vu avec inquiétude la victoire de la coalition UDF-RPR. Ses craintes ont été confirmées par la politique du nouveau gouvernement. Conduit par un Premier ministre qui a eu le mérite d'accepter la cohabitation, mais qui se manifeste par une inconstance rare, la nouvelle équipe a répété les erreurs de la gauche :



suffisance idéologique, méconnaissance de la société, improvisations en tous genres, ont abouti au retrait de sa politique universitaire équivoque et de son scandaleux projet de réforme du code de la nationalité, tandis que l'apologie du capitalisme populaire était démentie par la tourmente boursière, tandis que la privatisation dans l'audiovisuel provoquait de lamentables effets. Des réformes manquées ou néfastes. Une gestion économique médiocre. Ce bilan négatif ne peut inciter la N.A.R. à soutenir le Premier ministre qui a été responsable de cette politique.

La N.A.R. se félicite en revanche de la réussite de l'expérience de « cohabitation », au cours de laquelle le président de la République a su échapper à la soumission comme à la démission, et qui a rendu possible une délimitation plus claire des domaines respectifs du Président et du Gouvernement. La coexistence ainsi réalisée trouve cependant ses limites dans la rivalité entre les deux pôles de l'exécutif, qui ne pourra être dépassée et annulée que par une évolution pleinement monarchique de nos institutions.

Tout en préparant les esprits à cette évolution, la N.A.R. ne

peut se désintéresser des enjeux immédiats. Parce que la politique de la coalition RPR-UDF s'est révélée globalement pernicieuse, elle ne peut soutenir ni le candidat du RPR, ni celui de l'UDF. Parce qu'elle apprécie le sens de l'Etat de François Mitterrand, parce que son souci de la justice sociale et de la liberté rejoint ceux qu'elle exprime, parce que les prochains enjeux diplomatiques et stratégiques exigeront l'expérience, le sang-froid et la volonté de défendre ce que le président de la République nomme lui-même le « pré carré », la N.A.R. souhaite que François Mitterrand présente à nouveau sa candidature et soit réélu.

Attachée au sérieux du débat démocratique, la N.A.R. attend des candidats à la magistrature suprême qu'ils se prononcent clairement sur les principaux enjeux de la période à venir : les principes et la mise en œuvre d'une véritable solidarité, les moyens d'une coopération européenne concrète, les conditions d'une politique économique enfin efficace, l'affirmation d'une nouvelle citoyenneté garantissant la dignité des communautés et des personnes.

Europe

Pour une coopération concrète

La N.A.R. constate que les principes fédérateurs de la construction européenne ne se sont pas encore affirmés et que l'économie, loin de constituer un puissant facteur d'union, révèle trop souvent des rivalités pour jouer ce rôle.

De même la disparité des situations en matière de défense pèse lourdement sur tous les autres domaines. Ce facteur fondamental de divergence ne changera pas à moyen terme. L'idée d'une défense européenne intégrée est par conséquent illusoire.

En ce qui concerne la CEE l'espace industriel commun n'existe toujours pas. La politique agricole commune, quant à elle, se trouve dans l'impasse et la coopération monétaire a vite montré ses limites puisque c'est l'ensemble du système monétaire international qui est à réformer.

Dans ces conditions, l'Acte unique risque fort de ne constituer qu'une fuite en avant :

- en matière institutionnelle, l'abandon théorique de la règle d'unanimité dans les cas prévus au profit de la majorité qualifiée, le renforcement des pouvoirs de l'Assemblée, l'alourdissement des procédures de coopération, constituent davantage des occasions de blocage qu'un progrès.

- en matière économique, les principes posés du marché unique relèvent en partie du vœu pieux dans la mesure où l'acte final, composé de vingt déclarations communes ou unilatérales, laisse la porte ouverte aux mesures restrictives des Etats signataires, tandis que l'absence de volonté préalable de politique commune vis-à-vis du reste du monde va à l'encontre du but recherché.

- en matière fiscale, l'absence d'échéancier laisse un doute sur la réalité de l'harmonisation annoncée.

Mais le sort de l'Europe n'est pas uniquement lié aux avancées institutionnelles de la CEE et à son enlèvement bureaucratique. L'Europe se manifeste quotidiennement par d'importants développements dans l'aménagement de l'espace, les communications, les échanges technologiques et culturels, les politiques sociales et sanitaires, l'application de certaines normes communes et de nombreuses coopérations dans des domaines de pointe déterminant l'avenir.

La N.A.R. considère que les efforts essentiels doivent porter sur ces domaines, sans trop attendre d'institutions vouées à assumer les désaccords et les conflits d'intérêt entre les différents pays européens. Sans une France présente et active notamment en matière industrielle et commerciale, l'avenir de la coopération européenne se trouverait compromis en même temps que les intérêts de notre pays.

Retraite

Parlons vrai

Michel Rocard a la réputation de parler vrai. Il devrait aussi parler clair. Il est normal que le président de la République n'annonce pas sa décision avant plusieurs semaines. Mais l'hypothèse de son départ est devenue très fragile depuis que Michel Rocard a amorcé un savant mouvement de retraite après avoir rencontré l'hôte de l'Elysée. En vieux technicien du repli tactique, le candidat auto-proclamé à l'élection présidentielle a masqué son nouvel et très probable échec d'un épais rideau de fumée.

Ainsi, c'est avec quelque étonnement qu'on l'a entendu déclarer que «...toutes les hypothèses sont ouvertes. Et, si vous regardez les choses d'une manière objective, les conditions techniques de la collecte des voix sur l'éventail le plus large comportent des solutions auxquelles les opinions peuvent accorder quelque surprise ou quelque non-crédibilité».

L'intéressant, dans cette phrase, c'est qu'on peut changer à loisir l'ordre des propositions sans en altérer le non-sens, et permuter tous les mots sans atténuer en quoi que ce soit leur obscurité. Heureusement, cette réflexion s'inscrit dans un «contexte» qui est parfaitement limpide: Michel Rocard n'est plus candidat, mais il est très content de jouer les messagers en annonçant aux Français que le Président parlerait quand le moment serait venu.

Gravement, les commentateurs estiment que M. Rocard a fort bien rebondi. Hier candidat, l'homme a été promu facteur.

S.F.

Primaires

Désordres intimes

Confiance ! C'est le maître-mot de la droite. Le moins qu'on puisse dire est qu'elle ne règne pas dans le «camp majoritaire».



Officiellement, on fait assaut de politesses pour l'établissement du programme des manifestations. Mais les états-majors ont les yeux rivés sur les sondages et les chiraquiens ont exulté en apprenant que le Premier ministre talonnait le député de Lyon. La rivalité entre les deux hommes n'en sera que plus âpre.

Cette confrontation, d'autant plus manifeste que François Mitterrand ne se prononcera pas avant plusieurs semaines, se complique de désordres intimes. Raymond Barre est à cet égard le plus mal loti. Alors que le RPR fait bloc derrière son chef, l'UDF soutient son candidat avec tant de réserves et d'arrière-pensées que celui-ci devrait en être inquiet. Ainsi, les radicaux valoisiens, les sociaux-démocrates et les clubs Perspectives et réalités ont apporté à Raymond Barre un soutien plus contraint qu'enthousiaste. Surtout, François Léotard a annoncé sans ambages que le Parti républicain ferait campagne à l'intérieur de la campagne, sans cacher un



instant que le soutien «conditionnel» à R. Barre n'était à ses yeux qu'un tremplin pour la prochaine élection présidentielle. Et voici l'ancien Premier ministre, rassembleur auto-désigné, réduit à jouer le cheval de trait...

Cette situation curieuse, et à vrai dire amusante pour tous ceux qu'agace la suffisance de Raymond Barre, se double d'une autre, tout aussi embrouillée mais beaucoup plus regrettable. C'est la première fois en effet, dans l'histoire de la 5ème République, qu'un Premier ministre en exercice est candidat à la Présidence, et c'est également la première fois que les membres du gouvernement ne soutiennent pas le même candidat. Ici, le désordre touche à la conduite des affaires publiques, qui seront gérées à la fois de manière partisane et contradictoire, tandis que l'administration adoptera globalement une réserve proche de l'inaction. C'est dire que, d'ici la fin du mois de mai, le pays ne sera plus gouverné.

Yves LANDEVENNEC

Presse

«Politis»

La sortie du n°1 de «Politis» nous intéresse. La naissance d'un hebdomadaire politique est chose suffisamment rare pour être appréciée. D'autant plus que les intentions affichées par l'équipe sont d'en faire un journal, certes engagé très à gauche, mais libre de toute allégeance.

La Une un tantinet provocatrice, (le n°1 affirmant que «la France manque d'immigrés»), la maquette aérée et moderne, les débats nombreux et de qualité ne peuvent que créer un succès de curiosité. Mais après les premiers numéros, et surtout lorsque la joute électorale sera terminée, «Politis» conservera-t-il les 40.000 lecteurs par semaine nécessaires à sa survie ?

Souhaitons que pour conserver un noyau de lecteurs un peu sectaires, ce magazine ne se complaise pas dans une forme d'esprit suicidaire à terme. S'il va jusqu'à cette date, le grand écueil sera l'anniversaire de 1789. Passe l'humour de Bernard Langlois sur la date de naissance de son hebdo - le 21 janvier -: «Prenez-ça comme un clin d'oeil, dit-il, qui affirme notre filiation avec les valeurs de la Révolution française à l'heure où tant de monde les attaque». Mais la lourdeur de Michel Naudy sur le même thème fait craindre le pire: «Puisque nous sommes un 21 janvier, est-il possible de demander combien il a fallu de «rêveurs» pour qu'un Bourbon perde la tête et que le peuple relève la sienne ?» «Politis» sera-t-il l'organe de la vieille gauche «laïque» qui n'en finit pas de régler ses comptes. Puissent la diversité des collaborations annoncées et le soutien d'un très large public éviter aux fondateurs de «Politis» de suivre la pente facile qui ne les mènerait nulle part.

P.L.R.

Israël

La guerre des pierres

Une telle persistance des troubles ne s'était jamais vue en vingt ans d'occupation. La première raison, toute matérielle, en est que les manifestants n'utilisent pour toute arme que des pierres. S'ils se mettaient à utiliser des armes à feu, ils perdraient une bonne part de la sympathie internationale et l'armée israélienne userait des grands moyens, rétablissant l'ordre en peu de temps. C'est pourquoi l'OLP conseille le non-recours aux armes.

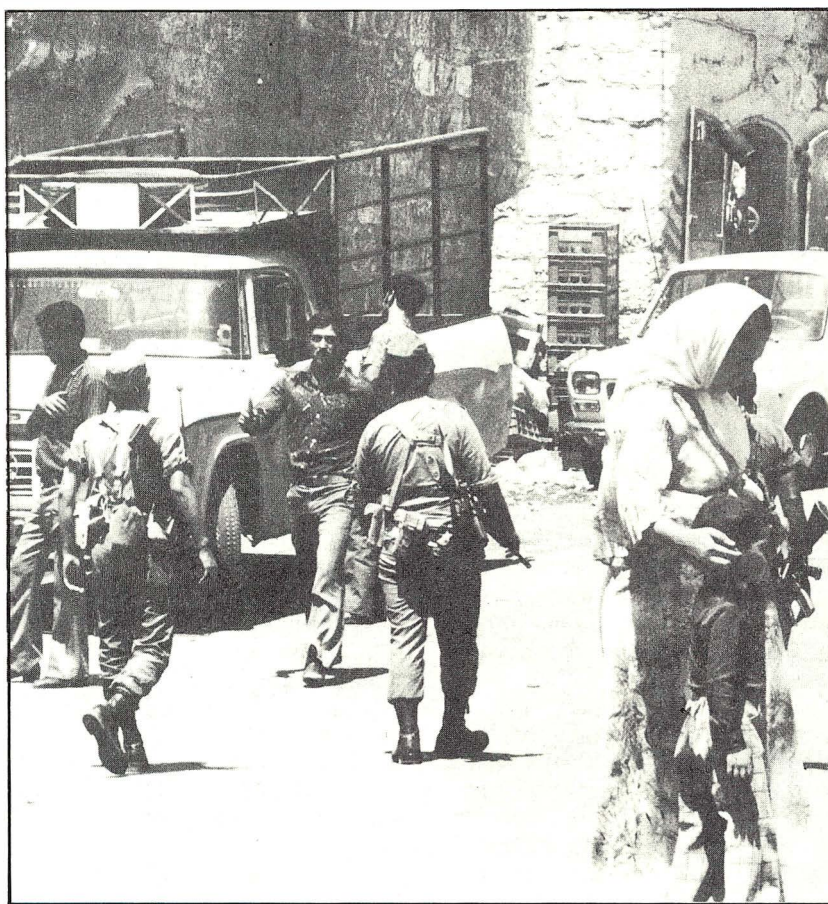
La seconde raison en est que les manifestations répétées n'ont jusqu'ici donné aucun résultat. La question est posée: peuvent-elles aboutir à des résultats ?

La cause palestinienne est tombée bien bas: les Etats arabes gardent un silence gêné. Ne venaient-ils pas de se mettre d'accord à Amman pour gommer la question au profit de la défense commune contre l'Iran ? La menace du soulèvement populaire les vise autant sinon plus qu'Israël. Les manifestations estudiantines pro-palestiniennes sont durement réprimées au Maroc, en Egypte ou en Jordanie.

A l'intérieur d'Israël et dans la Diaspora, on ne voit guère s'exprimer que quelques scrupules. L'opinion est massivement en faveur du maintien de l'ordre. Il ne faut pas s'attendre à autre chose. L'Israélien moyen ne connaît rien de ces territoires où il ne met jamais les pieds.

On pourrait certes s'attendre à plus de conscience de la part des dirigeants politiques ou spirituels de l'Etat juif. S'il y a bien partage, il n'est qu'entre la bonne et la mauvaise conscience des uns et des autres. Juifs libéraux américains ou partisans de Pères, ils n'ont qu'une requête: « ne nous obligez pas à choisir. Vous savez bien qu'en toute hypothèse, nous choisirons

L'insurrection des territoires occupés par Israël depuis 1967 dure maintenant depuis plus d'un mois. Sur quoi pourrait-elle déboucher ?



toujours Israël. »

Les Palestiniens peuvent-ils quelque chose s'ils sont laissés à eux-mêmes ? On a longtemps agité le chiffon vert islam. L'OLP disait: « Si nous ne réussissons pas à satisfaire la revendication de notre peuple, vous aurez les fondamentalistes ». (Le gouvernement israélien use d'ailleurs du même argument: « Nous luttons contre l'intégrisme. Nous luttons pour l'Occident »). Les choses ne sont pas si tranchées. L'OLP a fait du chemin vers les islamistes depuis quelques années. Il n'est

pas exclu qu'on voit s'étendre une alliance qui n'est pour le moment que le fait d'une aile droite. Mais ceci laisse prévoir de belles luttes d'influence qui ne vont pas renforcer, au moins pendant quelque temps, l'autorité du mouvement et sa crédibilité dans une négociation éventuelle.

A l'intérieur des territoires, il faut voir que les réactions islamistes sont le fait d'une société à ce point intégrée à l'économie israélienne qu'aucun mouvement sérieux de boycott n'a pu y être lancé. Les terri-

toires sont un marché totalement captif qui dépend en totalité d'Israël pour ses importations et, pour le tiers de son revenu, des salaires de quelques 100.000 travailleurs qui se rendent chaque jour en Israël. Mais la dépendance débordant l'économie et imprègne le mode de vie, l'éducation, les loisirs. On sort malaisément du couple attraction-répulsion.

L'insurrection ne mène-t-elle nulle part ? Elle risque de se prolonger d'autant plus longtemps. Même s'il y a des répit, ils ne seront que provisoires. Les jeunes Palestiniens ont redonné à leurs aînés un peu de leur fierté oubliée. Ils se sentent mieux dans leur peau. A partir de là, on peut imaginer deux schémas: un réveil dans les masses arabes qui, à nouveau, verraient en Israël un ennemi à bouter dehors. Les conditions classiques de l'affrontement seraient reformées laissant aux deux super-grands l'arbitrage ultime. Ou bien une décision unilatérale d'Israël de se retirer des grandes concentrations arabes, villes et camps de réfugiés, conservant les points stratégiques et l'économie. Quel que soit l'habillage international dont ils estimerait utile de l'entourer, le choix ne saurait résulter que d'un froid calcul coût-efficacité opéré par les militaires pour une meilleure défense. Dayan, en son temps, en avait déjà fait la suggestion. Que ce soit l'un ou l'autre schéma, on ne voit pas que l'opinion internationale y ait un rôle essentiel à jouer.

L'insurrection palestinienne a aussi pour résultat de révéler l'impuissance de nos pauvres gouvernements à influencer sur la situation, déchirant ainsi la voile qui avait nom « conférence internationale » derrière lequel ils persistaient à la dissimuler.

Y. LA MARCK

Imbroglia afghar

Afghanistan: 10 ans de guerre. Michaël Gorbatchev annonce un retrait imminent de ses troupes, tandis que sur le terrain l'armée soviétique lance une formidable opération militaire pour briser le siège de Khost. Un journaliste français, Alain Guillo, est trahi et livré aux autorités de Kaboul, condamné au mépris des règles les plus élémentaires du droit, et un militant des Amitiés Franco-Afghane, Thierry Niquet, se fait assassiner par ceux-là mêmes qu'il était venu aider. Les cartes se brouillent.

L'Occident s'interroge: «*Que se passera-t-il après le retrait soviétique ? Un régime style Khomeiny ne va-t-il pas s'installer à Kaboul ?*» Dans les colonnes du «*Nouvel Obs*», Bernard Kouchner laisse éclater une colère légitime, fruit d'une immense générosité déçue. «*Oui*, dit-il en substance, *il y a des fanatiques islamiques parmi les résistants, mais nous devons quand même les aider*». «*Soigner et témoigner*», c'est la devise des organisations humanitaires, au-delà de toute appréciation idéologique. Certes, mais l'opinion publique ne va-t-elle pas basculer ? Khomeiny n'est-il pas pire que Gorbatchev ? Les partisans occidentaux d'un Afghanistan libre croient déjà entendre les ricanements soviétiques: «*On vous l'avait bien dit, ce ne sont que des barbares. Les propos, que vous trouviez déshonorants, de Georges Marchais... mais c'était une analyse lucide de la situation ! Enfin, on vous pardonne, la propagande US a abusé de votre générosité naturelle.*»

Et la désinformation entre en action, faussant insensiblement tous les termes du débat. De la juste colère de Kouchner, elle fait une dénonciation unilatérale de la résistance. On laisse

entendre sans avoir l'air d'y toucher que le journaliste Alain Guillo est en fait appointé par la DGSE, et cela suffit pour que les grands médias l'oublient au fond de sa geôle afghane. Subtilement, on impose une nouvelle vision de la situation en Afghanistan, on invente un nouveau code de lecture du conflit: «*Là-bas, il n'y a que des méchants, des communistes collabos d'une armée d'occupation et des bandits fanatisés qui assassinent le français Thierry Niquet et imposent la terreur islamique. Alors, pour vous, quels sont les plus méchants ? Les alliés d'une armée en partance ou les partisans d'une terreur à venir ? Et la terreur islamique, hein, on sait ce que c'est, regardez les otages du Liban...*» La question est mal posée, mais elle est posée. On ne peut plus affirmer qu'il y a d'un côté les méchants - communistes - et de l'autre les bons - résistants. La situation afghane est complexe, ambiguë, sa compréhension présuppose l'abandon de tout manichéisme et de tout angélisme.

L'INDIFFERENCE DE L'OCCIDENT

Une chose - d'ordinaire soigneusement tue - est à dire: politiquement, le «*camp occidental*» se fout du destin de l'Afghanistan et ne s'est décidé à aider la résistance que dans la mesure où il y a vu l'occasion d'emmerder les Soviétiques. Qu'on nous pardonne ce langage d'écolier, mais c'est bien le mieux adapté. Dans la cour de récréation, la bande occidentale provoque la bande soviétique: «*On s'est ramassé au Vietnam. OK., Mais vous allez voir ce que vous allez prendre en Afghanistan.*» Des millions d'êtres humains sont les victimes de ce jeu, mais il n'y a vraiment que



qu'une formule ronflante pour discours creux.

Quant aux tirades géopolitiques sur l'expansionnisme des organisations humanitaires pour s'en préoccuper. C'est leur honneur que de faire du «*devoir d'ingérence pour la défense des droits de l'homme*» autre chose

Bernard Kouchner est le fondateur de «*Médecins sans frontières*» et de «*Médecins du Monde*» (cf. *Royaliste* n°485, p10).

Olivier Roy est chargé de recherches au CNRS. Il est l'auteur de «*L'Afghanistan, Islam et modernité politique*» (Le Seuil).

Michael Barry est le coordinateur de la mission conjointe de «*Médecins du monde*» et «*Vétérinaires sans frontières*» en Afghanistan. Il est l'auteur du «*Royaume de l'insolence*» (Flammarion).

Les photos illustrant cet article ont été prises lors d'une mission dans le Panshir par les médecins bénévoles de l'AMI (Aide Médicale Internationale, 119, rue des Amandiers 75020 Paris - CCP 45.44 V Paris) que nos propos ne sauraient évidemment engager en quoi que ce soit.



lieu au «docteur» Gulbuddin Hekmatyar et à son parti le Hezb-è-Islami.

Le *Hezb* de Hekmatyar est un parti fondamentaliste islamique, fanatique, violemment hostile à tout ce qui ressemble à l'Occident, et qui s'est illustré dans la «résistance à l'occupant soviétique» en attaquant systématiquement les autres groupes de résistants. Curieusement (mais est-ce si curieux ?), Hekmatyar est un des chefs de la résistance les plus fréquemment dénoncé par la presse de Kaboul, à tel point qu'il est devenu pour certains «le résistant» par excellence. Soutenu par le régime pakistanais, qui partage son islamisme pur et dur, il bénéficie de bien des facilités. Il a obtenu la mise



à l'écart des partis laïcs, il s'efforce maintenant de museler les royalistes, les nationalistes et les religieux modérés. Il y parviendra peut-être grâce à l'aide des... Américains.

En effet, c'est vers ce charmant personnage qu'affluent les dollars. Inconscience ou volonté de faire plaisir au régime d'Islamabad, on ne sait ? Ce qui

est sûr, c'est que la montée en puissance de Hekmatyar et de son groupe hypothèque gravement l'avenir de l'Afghanistan.

Les Occidentaux sont des ignorants dont l'ignorance est d'autant plus meurtrière qu'elle est constituée de demi-vérités. Ainsi, on lit partout que ce qui unit la résistance afghane, c'est l'Islam; de là à soutenir le plus islamiste des partis, il n'y a qu'un pas, franchi avec leur légèreté coutumière par les Américains. Le fait est que les Afghans sont musulmans, mais - à quelques intellectuels près - ils ne sont pas islamistes pour autant. Ce sont de braves gens avec leurs croyances, plus variées qu'on ne croit, qui se battent pour vivre libres dans leur pays. Leurs divisions multiples s'effacent devant ce programme simple, elles s'effacent pour tous sauf pour le *Hezb* de Hekmatyar.

Au lieu de s'éparpiller, l'aide occidentale aurait dû se concentrer sur un groupe modéré (le plus simple eût été royaliste). Il y aurait eu des mécontents, mais faute de moyens, les ralliements ne se seraient pas fait attendre et aujourd'hui la mise en oeuvre de négociations sérieuses débouchant sur des solutions durables seraient possibles. Nous en sommes loin, très loin, et les Soviétiques ont beau jeu d'annoncer leur retrait tout en prophétisant le chaos.

Les Soviétiques veulent-ils partir ? C'est tout à fait possible, mais ils ne le feront pas comme les Américains au Vietnam. A Khost, ils ont prouvé qu'en y mettant les moyens, ils pouvaient faire reculer temporairement la résistance. La leçon est claire: il n'y aura pas de défaite soviétique en Afghanistan mais un départ volontaire. Le mieux pour eux serait sans doute un retour au neutralisme d'avant le coup d'Etat de Daoud en 1973, d'où les appels du pied au Roi Zaher. Cette solution serait sans doute la meilleure pour les Afghans, elle serait acceptable pour la plupart des résistants si les Soviétiques abandonnaient leurs folles exigences concernant l'avenir du P.C. local, le P.D.P.A.

En cas d'échec de la solution Zaher, les Soviétiques se retrouveraient dans une situation plus délicate. Ils pourraient essayer de se tourner vers les religieux modérés du *Jamiat-è-Islami*, les plus efficaces sur le terrain militaire grâce notamment au fameux commandant Massoud, le «lion du Panshir», le fédérateur des résistants du Nord-Est. Discuter avec Massoud donnerait l'image d'un Canossa, mais permettrait aux Soviétiques de préserver l'avenir. Comme les royalistes et les nationalistes, les religieux modérés sont des réalistes et souhaitent entretenir à l'avenir de bonnes relations avec l'URSS, qui restera de toute façon leur voisin le plus puissant. Ce retour à des relations équilibrées ne pourraient nuire aux Occidentaux.

Parions qu'Hekmatyar s'efforcera de faire échouer toutes les solutions pacifiques qui soulageraient les peuples d'Afghanistan. Il déteste le Roi Zaher, responsable de «l'occidentalisation» du pays. Pour le *Hezb*, tout ce qui est signe de tolérance et d'humanité est assimilé à «la perversité occidentale». Il déteste Massoud parce que celui-ci n'a pas fait allégeance au *Hezb* et n'a jamais manqué de signifier son mépris pour les querelles partisans de Peshavar, querelles dont vit Hekmatyar. Hekmatyar déteste tout ce qui n'est pas lui et son parti. Il peut réussir dans son oeuvre de destruction. Il amalgame l'islamisme de son parti et l'Islam de l'Afghanistan, réussissant à imposer la confusion chez bien des observateurs, à tel point que son militantisme partisan finit par passer pour l'incarnation de la seule unité afghane. Il se proclame l'adversaire principal du communisme alors que par son attitude il a toujours été l'allié objectif du régime de Kaboul. Il est le premier bénéficiaire de l'aide américaine.

Machiavéliques, les Soviétiques pourraient en faire leur joker. Les Frères musulmans à Kaboul ? Qui seraient les plus ennuyés ? Les Afghans sans doute, mais pas forcément les Soviétiques...

Patrick PIERRAN

Captation

La passion
d'Edmund Burke

Poursuivant l'offensive libéralo-réactionnaire amorcée, entre autres fleurons, par Stéphane Rials (1), Yves Chiron nous gratifie aujourd'hui d'un petit volume sur Burke (2). On aurait pu espérer mieux, bientôt deux siècles après, si l'on croyait possible, dans certains milieux, une réflexion en profondeur comme celle menée, il y a déjà quelque temps et dans un tout autre esprit, par Michel Ganzin (3). Malheureusement, le Burke qui nous est présenté ici n'a que peu de rapports avec celui qui vécut au 18^{ème} siècle, et renseigne bien davantage sur les fantasmes, autoritaires en politique et libéraux en économie - la trique au service de la propriété chérie - d'Yves Chiron et des coteries chargées de représenter la « vraie France ». Qu'elles et lui soient remerciés de leurs efforts, et de nous montrer qu'un grand penseur, avec et malgré ses travers, se situe à leurs antipodes; qu'on peut détester la Révolution française sans pousser au mépris du peuple; exiger plus de garanties sur les Droits de l'homme sans les balayer au nom de troubles devoirs, et désirer l'absolu, la sacralisation du pouvoir sans pratiquer « l'ordre du vrai et l'ordre du juste » à la manière de n'importe quel Robespierre de droite ou de gauche.

Norbert COL

(1) S. Rials, *Révolution et Contre-Révolution au 19^e siècle*, Duc-Albatros, 1987.

(2) Y. Chiron, *E. Burke et la Révolution française*, Tequi, 1987, prix franco: 63 F. On trouvera une analyse plus détaillée de ce livre dans le « Lys Rouge » n°38 à paraître en avril 1988.

(3) M. Ganzin, *La pensée politique d'E. Burke*, LGDJ, 1972.

Le Front
au quotidien

Brigade fasciste ou coalition de misères humaines ? Anne Tristan revient de Marseille et le portrait qu'elle dresse du Front national, un portrait fait de l'intérieur, va à l'encontre de bien des idées reçues: pas plus rassurant mais très instructif !

qui se cherche un exutoire par la désignation d'un bouc émissaire, explique pour une bonne part la spectaculaire percée du Front à Marseille.

Les hommes et les femmes

C'est du néant que surgit le Front national, un néant produit par notre société, ses égoïsmes, ses brutalités, ses indifférences. Les militants que rencontre Anne Tristan ne sont pas des idéologues, à l'exception de l'infime poignée des quelques extrémistes vaguement formés politiquement, mais des pauvres gens, des laissés-pour-compte de la croissance, des victimes de la crise, des inadaptés sociaux chroniques. Ce qui les caractérise et ce qui les unit, c'est leur misère commune, une relative misère matérielle mais surtout une immense misère morale. L'expansion de Marseille les a repoussés aux marges de la ville et dans leurs grands ensembles déshumanisés, ils cultivent leur rancœur. L'urbanisme sauvage, voilà l'une des raisons premières du succès du Front national... Ils tournent en rond dans leurs immeubles tristes et il suffit d'une simple rumeur, savamment distillée par quelques ambitieux sans grandeur, pour que leur désarroi s'enflamme. Eux, les « vrais » Français, tout le monde les méprise, les rejette, alors que les autres, les étrangers, les Arabes « colonisent » le centre de « leur » ville. « Vous vous rendez compte, « ils » sont de chaque côté de la Canebière ». Inutile d'essayer de raisonner, d'expliquer que ceci est le résultat d'une politique urbaine, la conséquence d'un désintérêt pour le centre ville; les idées sont faites: si le Centre est pourri c'est que les étrangers le pourrissent. Et pas n'importe quels étrangers, les Arabes.



Tout dans l'histoire de Marseille en fait une ville métisse, la xénophobie y paraît une absurdité, un non-sens intégral. Mais ce n'est pas un hasard si c'est d'abord contre l'Arabe qu'elle s'exerce. Port de la Méditerranée, Marseille a vu s'échouer tous les petits blancs de nos ex-colonies du Maghreb. Beaucoup s'y sont installés tant bien que mal, et au fil des ans, leur nostalgie s'est teintée d'aigreur. Ils ont été chassés de là-bas, ils veulent prendre leur revanche. Et cette idée de revanche s'est d'autant renforcée que l'échec de leur insertion dans la France métropolitaine devenait patent. Cette spécificité, s'ajoutant au mal-être commun à toutes les banlieues des grandes villes et

rencontrés par Anne Tristan ne sont pas des monstres et ils en sont d'autant plus terrifiants. Ce sont de pauvres gens, souvent dévoués, mais qui n'ont que leurs haines communes pour échapper à leur solitude. Ils haïssent le riche, ils haïssent l'Arabe, la haine de celui-ci est plus facile à manifester. Et il y a bien d'autres choses encore...

L'étude sociologique, l'investigation psychologique et le style journalistique se mêlent pour faire de ce livre l'ouvrage obligé pour qui s'intéresse à la vie politique contemporaine et à un de ses phénomènes les plus inquiétants.

Patrick PIERRAN

Anne Tristan - *Au Front* - Gallimard 1987, 258 p.: 87 F franco.

Vingt ans après

Gérard Leclerc



Les années de poudre pour ceux qui ont eu vingt ans dans les années soixante, c'est forcément un peu de leur jeunesse, quand ce n'en est pas la totalité. Même ceux qui n'ont pas participé aux événements que retracent Hervé Hamon et Patrick Rotman, y retrouvent la toile de fond de leur temps d'apprentissage. La genèse de ce journal s'inscrit dans les blancs de la saga gauchiste, dans une fraternité conflictuelle. Les deux épais volumes de *Génération* ont donc chance de figurer dans la bibliothèque de beaucoup d'entre nous, comme une sorte d'album de souvenirs feuilleté avec une nostalgie mêlée de sentiments divers. Cette histoire est d'abord celle d'un échec brûlant, d'un rêve défilé.

C'était d'ailleurs justice, si l'on veut bien admettre, comme me le disait récemment un des principaux meneurs de cette période, que le livre indépassable qui ne nous révèle dans ses profondeurs n'est autre que *Les possédés* de Dostoïevski. Il est vrai que la dérive de possession s'est trouvée freinée et bientôt stoppée, ce dont nous ne saurions trop nous louer. Allemands et Italiens n'ont pas eu ce bonheur. Action Directe ne peut être considérée comme la légitime héritière d'une histoire donc ce fut le propre justement d'échapper à son vertige au moment où elle frôlait l'abîme. Le risque fut certain. Il suffit de penser à la conduite hallucinée des « mao-spontex » dans l'affaire, d'ailleurs jamais éclaircie de Bruay-en-Artois. Une fille des corons a été assassinée dans des conditions abominables. Le petit juge local, nommé Pascal, croit pouvoir inculper le notaire voisin. Il n'en faut pas plus pour que nos militants de la Gauche Prolétarienne en appellent à la haine populaire contre les bourgeois et se répandent en propos insensés, du style: « cette haine, c'est un nouveau pouvoir qui a reconquis la ville ouvrière ».

On est à deux doigts de l'appel au lynchage. Sartre argumente, concède « une contribution importante à la prise de conscience populaire », mais c'est pour refuser que le combat « classe contre classe » dérape dans un rapport « classe contre individu ». La nuance est importante, elle n'en est pas moins significative d'un climat et de la dialectique dans laquelle les grands intellectuels-compagnons de route du gauchisme sont empêtrés. Michel Foucault marque alors étrangement les limites d'une pensée dénonciatrice des procédures d'oppression, en proposant une alternative mythologique et catastrophique. Son ambition serait « d'éduquer les masses et la volonté des masses, de manière que ce soient les masses elles-mêmes qui viennent dire: en effet, nous nous pouvons pas tuer cet homme, ou: En effet, nous devons le tuer... » Rétrospectivement, cela fait froid dans le dos.

Le maoïsme explique ces délires pour partie. Mais, sans doute, fallait-il qu'il y ait extrême dérapage pour que cette génération éprouve la logique folle de l'idéologie et de la pratique révolutionnaires, et s'en déprenne totalement. Les maos n'étaient pas devenus suffisamment fous au point de ne pas s'apercevoir un jour que la classe ouvrière si adulée ne correspondait pas à la fantasmagorie du prolétariat. Pour certains, ce retour à la réalité fut plus dur que pour les autres, tant la tendance schizophrénique affecte certain type d'intellectualisme.

La question qui demeure posée et que ne résolvent pas Hamon et Rotman - ce n'était pas le but de leur récit - est celle de l'héritage et de la fécondité de ces années. Chacun voit bien en quoi elles constituent une totalité achevée. Dans leur brièveté effervescente, elles ne pouvaient être qu'un moment qui, au terme, serait nié ou dépassé. Elles étaient de passage et de transition pour aboutir à autre chose. Mais cette « autre chose » était-elle une synthèse positive d'elles-mêmes ou une trahison-violente ? En d'autres termes, l'individualisme qu'on s'accorde généralement à reconnaître comme la caractéristique de la société post-moderne a-t-il un rapport direct et avec ce que l'on

croit être un sursaut de sens communautaire ? Cornélius Castoriadis contredit violemment sur ce point Gilles Lipovetsky: « Dans et par le mouvement de mai a eu lieu une formidable-socialisation, même si elle s'est avérée passagère » (1).

Hamon et Rotman semblent persuadés d'une continuité au-delà des ruptures évidentes. Leur phrase ultime est sans équivoque: « Les utopies conviviales, pas plus que les tropismes guerriers, n'ont résisté à l'étiollement des années d'expansion. Reste que les descendants de Mai, débarrassés du tout-politique, n'ont pas renié leurs valeurs, ni la quête, par une pratique sociale où les individus s'affirment et s'affrontent, de la solidarité ». Personnellement, je serai plus dubitatif. Sans doute, est-ce vrai pour nombre de militants de première ligne... Et encore ! Certains d'entre eux se sont totalement investis dans la course à la puissance individuelle, dans l'oubli des belles générosités de leurs années d'utopie. Il ne saurait y avoir de réponse univoque. Au-delà des cas individuels, il faut bien constater l'ambiguïté fondamentale de Mai 68 et des années gauchistes, marqués à la fois par le militantisme de la solidarité et l'individualisme hédoniste camouflé dans le vœu de changer la vie.

L'individualisme avait toutes chances de l'emporter, dès lors que les utopies qui justifiaient le militantisme n'avaient plus cours. Et, encore cet individualisme aurait-il pu s'épanouir autrement que dans l'ère du vide et l'économie libidinale. Henri Weber a raison de le souligner: « Entre l'individualisme narcissique des années 80, repliée sur la sphère privée et pour qui « l'individu est à lui-même sa propre fin » et l'individualisme prométhéen des années 60, investi dans la sphère publique et ne concevant son propre développement que dans l'engagement collectif au service d'une cause transcendante, il y a rupture et non continuité » (1).

Les mobilisations caritatives (de médecins du monde aux restaurants du cœur) attestent un héritage de solidarité, mais elles ont fait leur deuil d'une transformation décisive des rapports économiques et politiques. L'épanouissement est réservé à la sphère privée. De là, une impression globale de rupture.

Comment Clavel aurait-il réagi au narcissisme contemporain et à cette rupture ? Il n'en aurait probablement pas été étonné, persuadé que le sens de mai devait se référer à un sursaut d'être, inadéquat aux grandes idéologies. Le véritable défi, post-soixante-huitard, il l'aurait, je crois, discerné, dans l'affrontement entre un nihilisme déjà présent dans 68 et un élan d'auto-transcendance, débouchant sur une quête religieuse. Déjà, il était témoin que les meilleurs parmi les militants avaient trouvé leur destin dans des communautés charismatiques, les seules à pouvoir perpétuer un élan communautaire qui en toute autre hypothèse s'était brisé à une vitesse record.

Clavel ne pouvait imaginer une autre logique que celle de la libération de l'individu mais il savait aussi qu'en pareil cas le choix était métaphysique, entre la possession (au sens de Dostoïevski) et l'affranchissement. Lui a témoigné jusqu'au bout contre la possession pour l'affranchissement. Dans les questions de mœurs alors débattues, celle de l'avortement survient, il réagit, non en réactionnaire, mais dans le dépassement du nihilisme, par la foi. Ce qui était, pour lui, la seule façon d'assumer l'esprit de Mai. Et ce qui est sans doute la seule façon, à moins de rester dérisoirement, comme quelques rares témoins, accrochés à leurs idéologies surannées.

Gérard LECLERC

Hervé Hamon et Patrick Rotman, *Génération II, les années de poudre*, (Le Seuil).

(1) On se reportera avec beaucoup d'intérêt au numéro de la revue *Pouvoirs* sur Mai 68, qui reprend les interventions d'un colloque dirigé à Lyon par Luc Ferry et Evelynne Pisier.

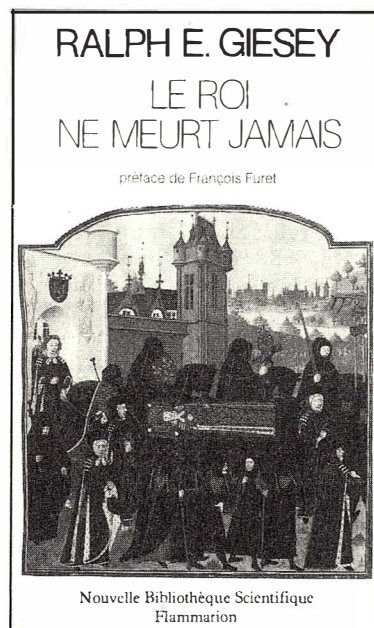
Le Roi est mort vive le Roi!

Etudiant l'étrange cérémonial qui entourait la mort des rois de la Renaissance, un historien américain décrit la passionnante évolution de la Monarchie française avant l'absolutisme.

A partir de la mort de Charles VI on a recours à la simulation des faits et gestes du roi entre sa mort et son inhumation. Pour cela une effigie est confectionnée, représentation visible parée de tous les insignes de la souveraineté. Avec l'effigie, corps politique immortel par opposition au corps physique du prince, la monarchie affirme que « *le Roi est un nom de continuation* » (1), qu'étrangement il n'y a pas de deuil à la mort du souverain pour ceux qui sont une part du corps mystique de Roi. C'est ainsi qu'à la mort de Charles VIII les présidents du Parlement de Paris opposent le rouge de leur vêtement au noir des deuilleurs car « *la Couronne et la Justice ne meurent jamais* ». (2) Au moment de la mise au tombeau, la bannière de France et l'épée royale un instant abaissée: « *le roi est mort* », sont aussitôt redressées au cri: « *Vive le Roi !* » (1).

Pourtant « *les rois doivent mourir et aucun d'eux ne peut être vivant tout en étant mort. Mais l'astuce est de dévier la raison ou le changement physique des personnes, pour forcer l'esprit à se fixer sur la vérité métaphysique: il y a toujours un roi, la royauté est perpétuelle. C'est bien une théorie politique de grande portée que recouvre ce détournement logique* » (3).

Après le *King's Two Bodies* de E. Kantorovicz encore inédit en français, qui montrait la participation du souverain à une double existence: « *naturel* » par son corps mortel; « *mystique* » « *par sa propriété d'être le corps politique non assujéti à la ma-*



ladie et à la mort, établi dans la plénitude et la durée» (3) R.E. Giesey contribue à notre compréhension du rôle de la métaphore corporelle dans la symbolique du pouvoir. Question intéressante si l'on songe que la fin de l'institution de l'effigie, à la mort de Henri IV, constitue une modification importante de la symbolique à rapprocher de l'histoire de la pensée politique et du droit à la veille de l'avènement de l'absolutisme français.

On ne nous empêchera pas d'y voir aussi en quelque sorte un problème d'actualité à l'heure où la France se prépare à renouveler son magistrat suprême, sans que l'absence moderne de référent, nous donne à apprécier d'authentiques projets politiques ?

Pierre ZALIO

- (1) R.E. Giesey, *Le roi ne meurt jamais*, préface de F. Furet, 350 pages, Flammarion: 174 F franco.
(2) *Mémoires de Vieilleville*
(3) G. Balandier, *Le détour*, p. 27.

Les innocents

Par la beauté des images et la profondeur de l'inspiration, le dernier film de Téchiné dépasse de loin l'apparence anecdotique de son sujet.

L'un des plus beaux films de ce début d'année est sans conteste, *Les innocents*, d'André Téchiné, à qui on doit déjà *Souvenir d'en France*, *Hôtel des Amériques* et *Rendez-vous*. Le sujet est pourtant on ne peut plus classique: une jeune fille tombe amoureuse simultanément de deux garçons que tout oppose. Le premier, issu d'un milieu aisé, participe aux activités d'une organisation d'extrême-droite. Le second, jeune « beur », désire « retourner » en Algérie où il n'a plus ni parents, ni ami... Toile de fond: une ville française méditerranéenne où la cohabitation entre Français et Arabes est problématique.

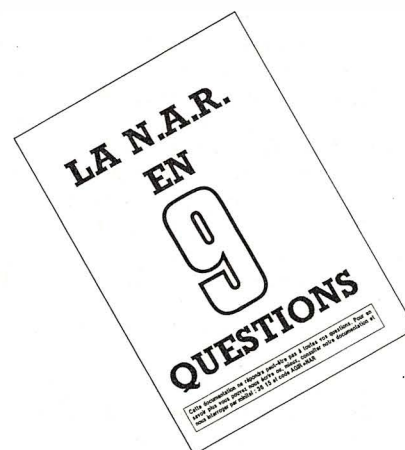
Téchiné a déclaré que ce qu'il avait voulu savoir c'était « *si, d'une certaine façon, le politique d'un fait divers pouvait, dans une fiction, être transposé en termes éthiques* ». On comprend

tout de suite pourquoi nous ne nous trouvons pas devant un grossier film à thèse.

Le cinéaste arrive à parler du racisme en évitant les clichés et le piège du manichéisme. Les personnages ont ici le mérite d'exister par leur psychologie, leurs actes et non par des idées préconçues que l'on se fait sur eux. Téchiné a su puiser l'inspiration à des sources anciennes - une citation de Sophocle s'imprime sur le dernier plan - et, durant tout le film, on sent que les personnages, représentatifs de notre époque par leur façon d'être et leur préoccupations, sont, par leur solitude surtout, dignes des plus grandes tragédies antiques. Une dimension inhabituelle au cinéma qui permet à cette œuvre de prétendre à l'universel.

Nicolas PALUMBO

Les Innocents, d'André Téchiné, avec Sandrine Bonnaire, Simon de la Brosse et Abdel Kechine.



**Une brochure
indispensable
pour tout
savoir !**

Tarif: 1 ex.: franco 4 F
10 ex.: 27 F - 25 ex.: 40 F - 50 ex.: 65 F (prix franco).
Commandes au journal.

Venez vous informer !

Lys Rouge



Revue trimestrielle d'études et de débats de la N.A.R.

1988
127-29 F

Inquiétudes sur une enquête

Le mouvement royaliste français est en train de vivre une période de grande activité. C'est la raison pour laquelle le Lys Rouge a décidé de consacrer son prochain numéro à une enquête sur le mouvement royaliste en France. Cette enquête sera menée par un groupe de travail composé de membres du mouvement royaliste français et de membres du mouvement royaliste étranger. Le Lys Rouge a décidé de consacrer son prochain numéro à une enquête sur le mouvement royaliste en France. Cette enquête sera menée par un groupe de travail composé de membres du mouvement royaliste français et de membres du mouvement royaliste étranger.

Dans ce numéro :

- Le Congrès de la NAR
- La mort du roi du Laos
- Amédée d'Yvignac

En octobre 1987 des officiels laotiens prétendaient encore que l'ancien roi du Laos vivait tranquillement avec les siens dans une villa entourée d'un jardin. En fait il était mort dans des conditions atroces en 1978. L'information n'a pas intéressé les médias français. « Le Lys Rouge » lui consacre 10 pages. Amédée d'Yvignac a été une figure originale du royalisme français. Il vient de s'éteindre à 93 ans. Peu de royalistes se rappellent son nom. « Le Lys Rouge » lui consacre 3 pages et demie. Le prochain congrès de la N.A.R. se prépare dans des circulaires internes. Le « Lys Rouge » a voulu lui consacrer une dizaine de pages. Les Princes parlent, le « Lys Rouge » tient leur press-book. Les livres royalistes anciens sont introuvables. Le « Lys Rouge » organise une bourse aux livres...

Le numéro 37 du « Lys Rouge » : 56 pages. Comme toujours : du sérieux et de l'insolite, pour s'informer et se distraire.

BON DE COMMANDE

à retourner à « ROYALISTE »
17, rue des Petits-Champs
75001 PARIS

Nom

Prénom

Adresse

☐ commande le n°37 du « Lys Rouge » et verse 25 F

☐ s'abonne au « Lys Rouge » pour 4 n° et verse 50 F

☐ s'abonne au « Lys Rouge » pour 8 n° et verse 90 F

Règlement à l'ordre de « Royaliste »
CCP 18 104 06 N Paris

NORD - PAS DE CALAIS

Bertrand Renouvin animera le Vendredi 5 Février, à Lille une rencontre entre adhérents de la NAR, sympathisants et lecteurs de notre journal. Bonne occasion pour tous nos amis de la région de prendre contact afin de mieux connaître notre mouvement et de pouvoir discuter de ses prises de position.

Cette réunion aura lieu le Vendredi 5 février à 18h30 au restaurant « La Houblonnière », 42 Place du général de Gaulle à Lille. Elle sera suivie, pour ceux qui le désirent, d'un dîner à 19h30 (prix du repas 100 F). On est prié de s'inscrire à l'avance en écrivant au journal.

MOSELLE

Bertrand Renouvin sera à Metz le vendredi 26 février, pour une réunion-débat suivie d'un dîner amical. Nos lecteurs et sympathisants de la Moselle et des départements voisins sont invités à retenir cette date et se mettre en contact avec notre délégué départemental: M. Denis Cribier (Téléphone 87.75.30.65).

CHER

Bertrand Renouvin sera à Bourges le vendredi 4 mars, pour une réunion-débat suivie d'un dîner amical. Nos lecteurs et sympathisants du Cher et des départements voisins sont invités à retenir cette date et se mettre en contact avec notre délégation départementale: N.A.R. - B.P.2044 - 18026 Bourges cedex.

LOT ET GARONNE

Un groupe est en formation. Les lecteurs et sympathisants désirant nous aider et contribuer à notre propagande sont priés de se signaler en écrivant au journal.

MERCREDIS DE LA NAR

Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans les locaux du journal (17, rue des Petits-Champs, Paris 1er, 4ème étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (entrée gratuite), elle s'achève à 22 heures. Un buffet chaud amical est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du buffet 21 F).

Mercredi 3 Février - Dès la fondation de la NAR deux écrivains ont particulièrement marqué notre cheminement intellectuel: Georges Bernanos et Charles Péguy. Trop souvent on ne retient de l'œuvre immense de ce dernier que certains aspects, mutilant et travestissant

SEINE MARITIME

Bertrand Renouvin sera à Rouen le vendredi 18 mars, pour une réunion-débat suivie d'un dîner amical. Nos lecteurs et sympathisants de la Seine Maritime et des départements voisins sont invités à retenir cette date et se mettre en contact avec notre délégation départementale: N.A.R. - B.P. 586 - 76006 Rouen cedex.

ALPES MARITIMES

Bertrand Renouvin sera à Nice le vendredi 25 mars, pour une réunion-débat suivie d'un dîner amical. Nos lecteurs et sympathisants des Alpes maritimes et des départements voisins sont invités à retenir cette date et se mettre en contact avec notre délégation régionale: Royaliste - B.P.2103 - 13024 Marseille cedex 1.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom:

Prénom:

Date de naissance: Profession:

Adresse:

désire recevoir sans engagement de ma part une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à retourner à:

« Royaliste », 17, rue des Petits-champs, 75001 Paris

Courte supplique à Lionel Jospin



C'est déjà trop. Le principal acteur de la vie politique ne s'est pas prononcé, la campagne électorale n'est donc pas commencée - sauf pour les deux candidats qui se disputent les suffrages de la droite - et voici que la direction socialiste commence à prendre des initiatives inquiétantes. Comme d'habitude, c'est en toute bonne conscience et avec le souci de bien faire, mais dans l'oubli des effets pervers des intentions exprimées.

La bévée des dirigeants socialistes s'étale sur les murs: c'est l'affiche de la «génération Mitterrand», largement commentée par la presse et expliquée avec une complaisance obscène par le publicitaire Séguéla. Pas moins d'un «point de vue» du *Monde*, d'ordinaire réservé aux acteurs de la vie publique, pour dire la difficulté de la conception et l'issue géniale de la méditation. Pas moins de cinq millions de francs pour «communiquer» aux Français cette symbolique de bazar, au risque de fausser ou de compromettre la relation simple et paisible qui s'est nouée entre le président de la République et une majorité croissante de citoyens. Qu'importe. M. Jospin et ses compères éprouvent le besoin irrépressible de montrer qu'ils existent et qu'eux seuls savent définir concepts, valeurs et références.

EXCES

Eux seuls savaient, au temps du Programme commun, comment rompre avec le capitalisme et changer la vie. Que de leçons péremptives avant la prise du pouvoir, qui aboutissent sept ans plus tard à des «propositions» dont la médiocrité est reconnue au sein même du parti ! Pauvre parti socialiste, qui ne cesse d'osciller entre l'excès et le défaut...

Souvenons-nous. En mai et juin 1981, affectant d'ignorer que la majorité présidentielle dépassait largement l'électorat de gauche, l'appareil socialiste a trouvé tout naturel de se comporter comme en terrain conquis. Tout pour le parti, disait M. Poperen, qui

était alors chargé des élections. A l'automne de la même année, faute d'avoir compris la nature, le sens et les limites de sa double victoire, c'est ce même appareil qui, par ses outrances verbales, a mis fin à un «état de grâce» qui ne le touchait pas.

N'oublions pas non plus l'aveuglement de la direction socialiste dans l'affaire de l'école, son militantisme revanchard, sa méconnaissance des véritables enjeux, qui ont retardé l'apaisement nécessaire et approfondi la fracture entre le Président de la République et une partie du pays.

A cette volonté hégémonique, à ces excès dogmatiques et sectaires, ont succédé d'étonnants reculs et d'inquiétantes carences: soumission au «pragmatisme», confession masochistes des erreurs puis annonce publique, plusieurs mois avant l'échéance, d'une défaite face à laquelle le Parti socialiste ne songeait plus qu'à préserver un nombre déterminé de sièges. D'où son opposition au rassemblement de toute la majorité présidentielle, à la présentation et à la représentation de l'ensemble de ses composantes. Tous les gains au parti dans la victoire, tous les restes au parti dans la défaite ! Le résultat, en mars 1986, a été à la mesure de l'ambition.

CRAINTES

Qu'on ne voie pas, dans ces critiques aujourd'hui brièvement rappelées, la marque d'une hostilité systématique. Les militants socialistes ne sont pas en cause ni ceux qui, parmi leurs dirigeants, ont acquis ou confirmé leur sens de l'Etat dans l'exercice de responsabilités ministérielles. Ce n'est pas non plus l'existence du Parti socialiste qui est contestée, mais seulement la logique de l'appareil, sa prétention au monopole, et par conséquent son attitude d'exclusion à l'égard de tous ceux qui ne sont pas dûment estampillés. A plusieurs reprises déjà, cette logique a produit des effets inverses aux objectifs recherchés et aux principes exprimés. Nous redoutons de la subir à nouveau, dans les

mois qui viennent. D'où la courte supplique que j'adresse à Lionel Jospin:

Monsieur le Premier secrétaire, l'élection présidentielle n'est pas l'affaire des partis politiques. Pour être élu, un candidat doit se distinguer de sa famille politique originelle, rassembler au-delà de celle-ci, puis, une fois désigné, oublier ses anciennes querelles et s'élever au-delà de lui-même. Nous pouvons, pour diverses raisons, discuter ce système qui exige, du candidat et du chef de l'Etat, des conditions difficiles à remplir. Si François Mitterrand décide de se représenter nous aurons la chance, vous socialistes, nous royalistes, de voter pour un candidat qui a déjà fait ce chemin politique et personnel. Ne cherchez pas à l'annexer. Ne cherchez pas à le récupérer.

François Mitterrand n'est plus le chef de votre parti, et il n'est pas seulement le candidat de la gauche. Si le président de la République bénéficie aujourd'hui d'une telle popularité, c'est qu'il a su, hors des logiques et des médiations partisans, assumer remarquablement sa fonction et tisser un lien affectif avec le pays. Ne gâchez pas cette popularité par excès de zèle. Ne permettez pas que le soutien à François Mitterrand dégénère en une idolâtrie qui risque d'écœurer les Français et qui révèle une nostalgie de la filiation et un fantasme monarchique jusque là inavoués. Surtout, ne détruisez pas ce lien entre le Président et les Français, en laissant supposer que sa victoire serait celle des socialistes, l'occasion pour eux de reprendre le pouvoir. D'autres hypothèses peuvent être envisagées, d'autres solutions sont possibles. Ne les compromettez pas.

Acceptez enfin, monsieur le Premier secrétaire, que des citoyens votent comme vous pour des motifs différents des vôtres, et daignez vous interroger sur ce fait. Puisse cette réflexion vous conduire à une tolérance qui ne serait plus seulement verbale et exprimerait, mieux que par le passé, votre conviction démocratique.

Bertrand RENOUVIN